

4. Problèmes relatifs aux données

Les données sur la part des services dans le commerce extérieur du Canada sont très peu nombreuses par rapport à celles qui portent sur le commerce des marchandises. On trouvera les totaux correspondants dans le compte courant de la balance des paiements (au tableau 7). Toutefois, ces totaux sont:

- (a) peu ventilés - les exportations de 1981, d'une valeur de près de 12 milliards de dollars, ne sont réparties qu'en six catégories et trois zones de commerce, bien que le poste "fret et expédition" puisse être davantage ventilé;
- (b) de nature à induire en erreur en ce qui concerne les comparaisons internationales - Le Canada inscrit sous la rubrique des exportations de services les frais de transport intérieur engagés pour les biens exportés alors que de nombreux pays évaluent les biens à la frontière et inscrivent les frais y relatifs sous le total des marchandises; et
- (c) imprécis sur le plan conceptuel - les catégories "voyages", "fret et expédition", "services commerciaux et autres transactions" et "transactions gouvernementales" (les deux dernières catégories de services étant souvent groupées en tant qu'"autres services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux") comprennent toutes des marchandises autant que des services.

Les déclarations d'impôt et les enquêtes occasionnelles permettent de réunir des données additionnelles sur les différents services. L'enquête la plus utile à ce chapitre est l'Enquête quadriennale sur les recettes et les dépenses des services commerciaux (BP21S). En résumé, au niveau de la couverture du commerce des services, on constate notamment un manque de données annuelles sur les différents services et un manque d'informations sur les partenaires commerciaux. De plus, bien que les enquêtes permettent de pallier certaines de ces insuffisances, elles sont présentement trop peu fréquentes et détaillées pour répondre aux besoins des analystes et négociateurs. Toutefois, il convient de noter que les statistiques canadiennes sur le commerce international des services semblent être, dans l'ensemble, aussi valables que celles des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Un autre problème réside dans le fait que les données sur la catégorie importante des "autres services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux" sont particulièrement rares et imprécises. Une transaction commerciale entre personnes n'ayant pas de lien de dépendance est considérée comme un